

COMITE PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Vingtième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT

(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016)

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT **(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement (initialement appelé Fonds 1035), créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012¹. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les Etats Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².
3. En 2016, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 7 469 149 dollars E.-U.³ (y compris les dépenses administratives et celles afférentes au système PRIMA). Un montant de 1 458 819 dollars E.-U. a été alloué pour des projets financés au titre de la première ligne, qui comprend 1,4 million de dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/106/7), et 58 819 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant total de 6 010 330 dollars E.-U. était disponible pour des projets financés au titre de la deuxième ligne, qui comprend 5 331 290 dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel, 278 500 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne, 400 000 dollars E.-U. versés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et 540 dollars E.-U. de contributions privées versées par des particuliers en ligne.
4. Au total, 46 projets bénéficiant à 68 Etats Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2016 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, les distributions des fonds alloués à chaque région étaient étroitement calquées sur la représentation des Etats Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé seize initiatives à hauteur

¹ La résolution dispose que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des Etats Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) » ; que « vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. seront réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement de la deuxième ligne. » ; et que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (hormis les contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

² La résolution du Comité exécutif n° 134 dispose que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des Etats demandeurs au plan de leurs contributions assignées, et [que] ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un Etat Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année plus tard si, à ce moment-là, il est encore redevable d'arriérés dans la même mesure. Cette expression ne désigne pas un Etat Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre.

³ Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique et des Etats-Unis d'Amérique ont versé des contributions sans affectation spéciale qui font partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement.

de 2 690 819 dollars E.-U., en faveur de 22 Etats Membres remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 1 306 745 dollars E.-U. ont été alloués à onze initiatives, en faveur de 18 Etats Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, douze initiatives en faveur de quinze Etats Membres ont été financées à hauteur de 1 853 585 dollars E.-U.. En Europe, 925 000 dollars E.-U. ont été alloués à cinq projets, au profit de dix Etats Membres remplissant les conditions requises. Deux projets multirégionaux bénéficiant à l'ensemble des Etats Membres (y compris trois Etats Membres additionnels remplissant les conditions requises) ont été approuvés pour un montant de 150 000 dollars E.-U.. Au 31 décembre 2016, 127 projets étaient actifs, parmi lesquels plus de la moitié étaient menés en Afrique.

5. Les lignes directrices et les critères précis qui régissent le Fonds de l'OIM pour le développement sont affichés dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/fr>). Des indications pratiques sur le fonctionnement et la gestion de ce mécanisme y sont également données.

Système PRIMA d'information et de gestion des projets

6. Le système PRIMA permet de saisir et de stocker des descriptifs de projet essentiels et d'importantes données relatives aux projets du Fonds de l'OIM pour le développement, d'un bout à l'autre du cycle de vie des projets, afin de faciliter leur suivi et l'établissement des rapports, de même que le processus d'exécution et d'approbation des projets associant les parties prenantes pertinentes des bureaux de pays, des bureaux régionaux, des centres administratifs et du Siège. Il doit, en outre, améliorer l'accès aux données et aux rapports concernant des projets précis, ainsi qu'aux informations sur le Fonds. Le Comité permanent des programmes et des finances a été tenu informé de l'état d'avancement du Système par de précédents rapports qui lui ont été soumis.

7. En 2016, le Fonds a achevé le déploiement du système PRIMA, qui est désormais opérationnel dans toutes les régions pour ce qui concerne les projets du Fonds de l'OIM pour le développement. Des membres du personnel de bureaux de pays situés dans huit des neuf régions de l'OIM ont déjà bénéficié d'une formation en la matière.

8. A l'heure actuelle, le Système ne sert que pour les projets du Fonds de l'OIM pour le développement. Cependant, son utilisation sera bientôt élargie à tous les projets de l'Organisation, ce qui facilitera l'établissement des rapports car le Système offre une plateforme qui permet de répondre à la demande croissante, de la part des gouvernements, de rapports faisant état des effets des ressources qu'ils fournissent. Le système PRIMA promeut en outre la responsabilité et la transparence dans la mise en œuvre des projets.

Examen de pratiques exemplaires

9. En 2016, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à l'examen de tous les projets achevés qui relèvent des trois domaines suivants : migration de main-d'œuvre (projets financés de 2011 à 2014) ; migration, environnement et changement climatique (projets financés de 2008 à 2015) ; et migration et santé (projets financés de 2005 à 2015). Cet exercice a été l'occasion d'évaluer les résultats et la viabilité des projets en vue d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des projets ainsi que la programmation thématique connexe. Les examens peuvent être consultés sur le site Internet du Fonds.

Examens des résultats⁴ et évaluations a posteriori des projets

10. En 2016, le Fonds de l'OIM pour le développement était résolu à faire en sorte qu'un examen des résultats soit réalisé pour des projets déterminés, et qu'une évaluation a posteriori soit menée pour tous les projets financés.

11. Les projets jugés à risque élevé ou à forte visibilité seront soumis à un examen des résultats. Celui-ci est généralement réalisé pendant la phase de mise en œuvre du projet, de préférence à mi-parcours, afin de pouvoir prendre toute mesure corrective qui s'imposerait. Les examens des résultats ont pour objet :

- a) D'évaluer un projet pendant son cycle de vie, afin de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités et l'obtention des résultats, conformément aux indicateurs convenus, au cadre de suivi et d'évaluation, et au plan de travail ;
- b) D'aider les bureaux de l'OIM chargés de la mise en œuvre à évaluer les résultats de leurs projets et, le cas échéant, à en améliorer l'exécution, en suivant une approche constructive, participative et concertée.

12. Les examens seront axés sur les résultats et appliqueront les critères d'évaluation énoncés par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁵. L'impact et la viabilité ne seront analysés que succinctement car ils feront l'objet d'un examen plus approfondi dans le cadre des évaluations obligatoires menées a posteriori. Le cas échéant, les examens des résultats des projets porteront sur des questions transversales, telles que les sexospécificités, les approches fondées sur les droits et l'environnement. En ce qui concerne les sexospécificités, la conformité avec les politiques et orientations pertinentes de l'OIM sera évaluée, de même que le recours à une analyse des sexospécificités lors de la phase de conception (au niveau des indicateurs, des produits et des effets directs) et de mise en œuvre du projet (méthodologie, outils de collecte de données). Pour ce qui est des approches fondées sur les droits, l'analyse visera à déterminer si les projets ont permis de renforcer les droits des migrants ou des groupes bénéficiaires, et s'ils ont été guidés par des principes relatifs aux droits (participation, non-discrimination, responsabilité, transparence, etc.). Sur la question de l'environnement, si les effets positifs ou négatifs d'un projet sur l'environnement sont pris en considération lors de la phase de conception, il n'en demeure pas moins que l'examen peut déterminer si des bonnes pratiques environnementales ont été identifiées pendant la mise en œuvre du projet, et si des catastrophes naturelles risquent de nuire à ce dernier. Les examens des résultats porteront également sur le degré de responsabilité à l'égard des bénéficiaires et des populations touchées, ainsi que sur les liens du projet avec le Cadre de gouvernance des migrations, les objectifs de développement durable et les stratégies nationales ou régionales de l'OIM.

13. Les évaluations a posteriori, qui doivent être effectuées de préférence entre 6 et 12 mois après l'achèvement du projet, ont pour objet d'apprécier la pertinence de la conception du projet et les critères du Fonds, les résultats du projet – y compris son

⁴ Appelés précédemment « visites de suivi des résultats » (voir le document S/19/12 du 24 octobre 2016, paragraphe 11).

⁵ Les lignes directrices de l'OIM relatives à l'évaluation ([IOM Evaluation Guidelines](#)) appliquent les critères d'évaluation du CAD, qui définit l'« évaluation » comme étant une appréciation dont le but est de « déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficacité en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité » des initiatives appuyées par des organismes d'aide. Voir le [Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats](#) de l'OCDE-CAD pour cette définition.

efficacité – l’efficience de sa gestion et de sa mise en œuvre, ainsi que son impact et sa viabilité. Pour chaque année civile, les évaluations réalisées seront regroupées et résumées, et leurs principales conclusions et recommandations seront communiquées. Ces rapports de synthèse promouvoir la transparence et la responsabilité quant à l’utilisation du Fonds de l’OIM pour le développement (y compris en tant que mécanisme de financement de démarrage), et faciliteront la prise de décisions relatives aux stratégies de versement, aux prescriptions en matière de gestion des projets, et à l’interprétation, à la classification et à l’examen des critères de financement.

Etats Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

14. En 2016, 117 Etats Membres remplissaient les conditions requises pour bénéficier d’un financement. Le montant total alloué au 31 décembre 2016 s’élevait à 7 469 149 dollars E. U.. Les Etats Membres remplissant les conditions requises par région, ainsi que les projets approuvés sont indiqués dans les annexes suivantes :

Annexe I : Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l’OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2016

Annexe II : Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l’OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2016

Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l’OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l’OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

Annexe I

**Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du
Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2016**

(total : 117)

Africa 52 Members (44 %)	Africa (continued)	Asia and Oceania 29 Members (25 %)
Algeria	South Sudan	Afghanistan
Angola	Sudan	Bangladesh
Benin	Swaziland	Cambodia
Botswana	Togo	China
Burkina Faso	Tunisia	Fiji
Burundi	Uganda	India
Cabo Verde	United Republic of Tanzania	Iran (Islamic Republic of)
Cameroon	Zambia	Kazakhstan
Central African Republic	Zimbabwe	Kiribati
Chad		Kyrgyzstan
Comoros	Middle East 2 Members (2 %)	Maldives
Congo		Marshall Islands
Côte d'Ivoire	Jordan	Micronesia (Federated States of)
Democratic Republic of the Congo	Yemen	Mongolia
Djibouti		Myanmar
Egypt	Latin America and the Caribbean 22 Members (19 %)	Nepal
Eritrea		Pakistan
Ethiopia	Belize	Papua New Guinea
Gabon	Bolivia (Plurinational State of)	Philippines
Gambia	Brazil	Samoa
Ghana	Colombia	Solomon Islands
Guinea	Costa Rica	Sri Lanka
Guinea-Bissau	Dominican Republic	Tajikistan
Kenya	Ecuador	Thailand
Lesotho	El Salvador	Timor-Leste
Liberia	Guatemala	Turkmenistan
Libya	Guyana	Tuvalu
Madagascar	Haiti	Vanuatu
Malawi	Honduras	Viet Nam
Mali	Jamaica	Europe 12 Members (10 %)
Mauritania	Mexico	Albania
Mauritius	Nicaragua	Armenia
Morocco	Panama	Azerbaijan
Mozambique	Paraguay	Belarus
Namibia	Peru	Bosnia and Herzegovina
Niger	Saint Lucia	Georgia
Nigeria	Saint Vincent and the Grenadines	Montenegro
Rwanda	Suriname	Republic of Moldova
Sao Tome and Principe	Venezuela (Bolivarian Republic of)	Serbia
Senegal		The former Yugoslav Republic of Macedonia
Sierra Leone		Turkey
Somalia		Ukraine
South Africa		

Note : Tonga is not included in the above list as it was admitted as a Member State of the Organization at the 107th Session of the Council, held from 5 to 8 December 2016.

Annexe II

Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2016¹

(total : 90)

Africa 35 Members (39 %)	Middle East 2 Members (2 %)	Asia and Oceania (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroon Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Ethiopia Ghana Kenya Lesotho Libya Madagascar Mali Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone South Africa Swaziland Tunisia United Republic of Tanzania Zimbabwe	Jordan Yemen	Maldives Marshall Islands Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Turkmenistan Tuvalu Viet Nam
	Latin America and the Caribbean 16 Members (18 %)	
	Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Ecuador El Salvador Guyana Honduras Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Suriname	
	Asia and Oceania 25 Members (28 %)	
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati	
		Europe 12 Members (13 %)
		Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine

¹ The Line 2 list of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for the year is 30 June. Guatemala, Guinea, Jamaica, Kyrgyzstan, Liberia and Togo became eligible for Line 2 funding when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions to the Administrative Part of the Budget which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years, which took place after 30 June 2016.

Note : Tonga is not included in the above list as it was admitted as a Member State of the Organization at the 107th Session of the Council, held from 5 to 8 December 2016.

Annexe III

Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

REGION : AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Djibouti	Strengthening the Capacities of the Government of Djibouti to Better Collect and Analyse Migration Data and Statistics for the Development of a Migration Profile in Djibouti – Phase I – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Egypt	Improving the Protection Environment for Unaccompanied Migrant Children in Egypt – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Gabon	Strengthening the Capacity of the Government of Gabon to Address Trafficking in Children – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Liberia	Technical Support to Improve Border Management Controls in Liberia – IOM Strategy: activity 3	50 000
IOM Zambia	Zambia Migration Profile : Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Zambia – IOM Strategy: activity 3	40 819
Africa Line 1 allocations to date		390 819
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		391 960
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		100 %
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		44 %

Line 2		
IOM Cameroon	Strengthening the Capacities of Local Institutions in Cameroon to Expand Social Security to Include Cameroonian Migrant Workers Living in Belgium – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Côte d'Ivoire	Developing an Online Tool to Map the Ivorian Diaspora – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Democratic Republic of the Congo (Angola, Democratic Republic of the Congo and Mozambique)	Human Mobility Related to the Artisanal Mining Sector: Comparative Case Studies in Angola, the Democratic Republic of the Congo and Mozambique – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Madagascar (Madagascar, Mauritius, Mozambique and Namibia)	Migration, Environment and Climate Change : Evidence for Policy in Southern Africa and the Indian Ocean – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Mali	Strengthening the Knowledge Base to Better Protect and Assist Vulnerable Migrants in Mali – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	200 000
IOM Morocco	Promoting Psychosocial Services and Assistance for Vulnerable Migrants in Morocco – IOM Strategy: activities 3, 5 and 10	200 000
IOM Rwanda	Migration Profile for Rwanda – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM South Africa (Lesotho)	Strengthening Labour Migration Management in Lesotho – IOM Strategy: activities 3 and 12	150 000

Annexe III (suite)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM South Africa (Swaziland)	Strengthening Labour Migration Management in Swaziland – IOM Strategy: activities 3 and 12	150 000
IOM Tunisia	Support for the National Observatory on Migration of Tunisia – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Tanzania (Burundi, Kenya, Rwanda and the United Republic of Tanzania)	Supporting Labour Mobility in the East African Community: Operationalizing the Common Market Protocol Provisions on the Free Movement of Persons and Labour – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
Africa Line 2 allocations to date		2 300 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 295 279
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		100 %
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		39 %

Lines 1 and 2		
Africa regional allocations to date		2 690 819
Africa regional available funding		2 687 239
Percentage allocated across the two funding lines		100 %

Annexe III (suite)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
	Middle East Line 1 allocations to date	0
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	17 816
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	0 %

Line 2		
	Middle East Line 2 allocations to date	0
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	117 707
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	0 %
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	0 %

Lines 1 and 2		
	Middle East regional allocations to date	0
	Middle East regional available funding	135 523
	Percentage allocated across the two funding lines	0 %

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Bolivia	Strengthening Internal Migration Policies in the Plurinational State of Bolivia – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Dominican Republic	Contributing to the Achievement of Sustainable Development Goals Related to Migration Management in the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations to date		200 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		169 256
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		118 %
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		22 %

Line 2		
IOM Belize	Enhancing Migration Management in Belize through an Upgrade of the Migration Information and Data Analysis System (MIDAS) – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Brazil (Plurinational State of Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru and Suriname)	Reinforcing the Human Rights Approach in Migration Policies of MERCOSUR Member States and Associated States – IOM Strategy: activities 2, 3 and 6	100 000
IOM El Salvador	Strengthening the Integration Process for Returned Migrants in El Salvador (PIRE) – IOM Strategy: activities 3 and 10	103 058
IOM El Salvador (El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico)	Research Study on the Reintegration Process of Migrants in Urban Areas in El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico – IOM Strategy: activities 3 and 10	155 000
IOM Guyana (Saint Lucia)	Building the Capacity of the Government of Saint Lucia and Promoting Awareness to Address Trafficking – IOM Strategy: activities 3 and 11	105 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Institutional Capacity of the Government of Nicaragua to Promote the Rights of Irregular Migrants in Transit – IOM Strategy: activities 3 and 5	135 000
IOM Paraguay (Plurinational State of Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru and Suriname)	Strengthening the Capacities of MERCOSUR Countries to Combat Human Trafficking and Improve the Conditions of Migrant Women – IOM Strategy: activities 3 and 11	138 687
IOM Uruguay (Plurinational State of Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru and Suriname)	Promoting the Rights to Freedom of Movement in MERCOSUR – IOM Strategy: activities 2 and 6	150 000

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
Regional Office in San José (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua and Panama)	Development and Implementation of a Central American Joint Initiative on the Health of Migrants – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	120 000
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations to date		1 106 745
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 059 359
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		104 %
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		19 %

Lines 1 and 2		
Latin America and the Caribbean regional allocations to date		1 306 745
Latin America and the Caribbean regional available funding		1 228 615
Percentage allocated across the two funding lines		106 %

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Kyrgyzstan (Kazakhstan, Kyrgyzstan and Turkmenistan)	Towards the Effective Right of Migrants to Health in Central Asia : Assisting Governments in Enhancing the Provision of Health Services for Migrants – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Vanuatu	Development of a National Framework for Durable Solutions in Vanuatu – IOM Strategy: activity 3	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations to date		200 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		222 705
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		90 %
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		22 %

Line 2		
IOM Bangladesh	Technical Support for the Bureau of Manpower, Employment and Training on Overseas Market Information and for Bangladeshi Migrant Workers on the Recognition of Prior Learning – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	200 000
IOM Myanmar	Establishing a Migration Health Unit within the Ministry of Health and Sports in Myanmar – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Nauru	Capacity-building for the Successful Integration of Refugees in Nauru ¹ – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Nepal	Strengthening Government Capacity in the Development and Implementation of a National Strategic Action Plan on Migration Health in Nepal – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Papua New Guinea	Community-based Tribal Conflict Mitigation and Peacebuilding in Enga and Morobe Provinces in Papua New Guinea (COMBAT-COMIT) – Phase II – IOM Strategy: activity 5	113 585
IOM Philippines	Enhancing the Reintegration Programme for Overseas Filipino Workers in Line with the Migration and Development, and Crisis Management Frameworks in the Philippines – IOM Strategy: activities 3 and 10	150 000
IOM Sri Lanka	Technical Support for Global Consultations on Migrant Health – Sri Lanka – IOM Strategy: activity 3	70 000
IOM Tajikistan	Technical Support and Capacity-building to Improve Cross-border Tuberculosis Control and Care for Tajik Migrant Workers – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Thailand (Cambodia, Myanmar, Philippines, Thailand, Viet Nam, Indonesia, Lao People's Democratic Republic and Malaysia)	Strengthening Capacity in Skills Recognition, Recruitment and Labour Migration Information in Support of ASEAN Integration – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000

¹ Nauru was eligible at the beginning of 2016 (as per the World Bank listing), but became ineligible by 1 July 2016.

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Viet Nam	Strengthening the Approach of the Government of Viet Nam to Consular Crisis Management – IOM Strategy: activity 3	170 000
Asia and Oceania Line 2 allocations to date		1 653 585
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 647 892
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		100 %
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		28 %

Lines 1 and 2		
Asia and Oceania regional allocations to date		1 853 585
Asia and Oceania regional available funding		1 870 597
Percentage allocated across the two funding lines		99 %

Annexe III (suite)

REGION : EUROPE		
IOM office (benefiting Members, non-members and other)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Armenia	Monitoring Progress in Achieving the Migration-related Targets of the 2030 Agenda for Sustainable Development in Armenia – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
Europe Line 1 allocations to date		100 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		89 082
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		112 %
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		11 %

Line 2		
IOM Albania	Supporting the Development of a Migration Policy in Albania – IOM Strategy: activities 2 and 3	125 000
IOM Belarus (Belarus and Ukraine)	Strengthening the Security of the Belarus–Ukraine Border – Co-funding contribution to the EU-funded SURCAP II project – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Georgia (Armenia, Azerbaijan and Georgia)	Enhancing Mechanisms for the Prevention, Detection and Treatment of HIV/AIDS and Tuberculosis among Migrant and Mobile Populations in the South Caucasus Countries – IOM Strategy: activity 3	250 000
IOM Serbia (Albania, Bosnia and Herzegovina, Montenegro, Serbia, Kosovo/UNSC 1244 and the former Yugoslav Republic of Macedonia)	Co-Funding Regional Support for Protection-sensitive Migration Management in the Western Balkans – Complementary Assisted Voluntary Return and Reintegration for IPA II – IOM Strategy: activities 2, 3 and 10	250 000
Europe Line 2 allocations to date		825 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		765 093
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		108 %
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		14 %

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations to date		925 000
Europe regional available funding		854 175
Percentage allocated across the two funding lines		108 %

Annexe III (suite)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office	Project	Amount funded (USD)
Administration Line 1		
Total		468 000
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)		6 %
Multiregional Line 1		
IOM Headquarters	Engaging the Diaspora Online for the Development of their Country of Origin – IOM Strategy: activities 4 and 6	100 000
Allocation as a percentage of available total (Line 1)		7 %
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters	Setting Standards on Protection and Assistance for Vulnerable Migrants in Support of Global Action to Prevent and Address Trafficking in Persons and the Smuggling of Migrants – IOM Strategy: activities 3 and 11	50 000
IOM Headquarters	PRIMA Enhancements and Maintenance	75 000
Allocation as a percentage of available total (Line 2)		2 %

Annexe IV

Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

	USD	USD
Line 1		
2016 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects ¹	58 819	
Subtotal Line 1		1 458 819
Line 2		
2016 Operational Support Income allocation	5 331 290	
Recovered funds from completed projects ²	278 500	
Contribution from the Government of the United States of America ³	400 000	
Private contributions made by individuals online ⁴	540	
Subtotal Line 2		6 010 330
Total available funds		7 469 149

	USD	%
Total allocations made in 2016 under Line 1	1 458 819	100
Balance available : Line 1	0	0
Total allocations made in 2016 under Line 2	6 010 330	100
Balance available : Line 2	0	0
Recovered funds from projects completed in late 2016 and earmarked government and online contributions carried forward to 2017⁵	432 401	

¹ Corresponding to USD 30,205 of recovered funds from 1 July to 31 December 2015 and USD 28,614 from 1 January to 30 June 2016.

² Corresponding to USD 77,608 of recovered funds from 1 July to 31 December 2015 and USD 200,892 from 1 January to 30 June 2016.

³ Contribution received in the fourth quarter of 2015 and carried forward to 2016.

⁴ Online donations received from 1 January to 30 June 2016 (gross amount).

⁵ Recovered funds from projects completed in late 2016 are as follows: Line 1: USD 22,236 and Line 2: USD 59,878. An earmarked contribution of USD 350,000 from the Government of the United States and USD 287 of private contributions made by individuals online was carried forward to 2017.